

Fiche des constatations effectuées lors d'une visite d'inspection

DRIRE Bourgogne

Groupe de Subdivisions : Yonne - Nièvre

Subdivision : S3

Nom des inspecteurs : Guillaume VANDEVOORDE accompagné de Sébastien JOUVE

Date du courriel d'annonce de l'inspection : 01/10/2007

Date de l'inspection : 18/10/2007

Type d'inspection :

☒ approfondie

ou

☐ courante

ou

☐ ponctuelle

☐ inopinée

ou

☒ annoncée

☐ planifiée

ou

☒ circonstancielle

Motif de la planification : Examen de la situation administrative du site suite à la remise du bilan de fonctionnement le 12 septembre 2007

Société : FRUEHAUF SAS

A

Commune : AUXERRE

Activité : Construction de semi-remorques PL

Liste des installations inspectées : Bâtiments de production et zones extérieures aux bâtiments.

Thèmes : Situation administrative, Eau, Air, Risques accidentels.

Référentiel de l'inspection : articles 27.7.e et 28.1 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 ; articles 2 et 6 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° PREF-DCDD-2006-0078 du 06 mars 2006 ; articles 11.4, 21 et 29 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° DCLD B1 1996-322 du 23 août 1996.

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées sur le site lors de l'inspection :

- M. BEAULIEU Philippe, directeur de site ;
- M. LAURENT Jean-François, responsable méthodes ;
- M. BERHAUT Alain, responsable sécurité – environnement.

Liste des noms et qualités des personnes rencontrées suite à l'inspection, le 12 décembre 2007 :

- M. DOBLIN Francis, Président Directeur Général.

Principales constatations effectuées, principaux constats d'écarts par rapport au référentiel d'inspection :

L'état de conformité des installations aux dispositions contrôlées est joint en annexe I.

L'inspection a montré à l'exploitant la nécessité de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter (DDAE) afin de régulariser sa situation administrative.

L'établissement du DDAE de celui-ci sera l'occasion de poursuivre les études menées en vue de réduire les rejets en Composés Organiques Volatils afin de rendre conforme la situation du site notamment au regard de l'article 27.7.e de l'arrêté ministériel du 02 février 1998. Le DDAE devra également établir l'Evaluation des Risques Sanitaires engendrés par les rejets du site.

Concernant les remarques et non-conformités relevées en annexe I, l'exploitant se doit de proposer sous un mois des mesures compensatoires agrémentées de délais de réalisation réalistes.

Suites envisagées :

Observations à traiter par courrier.

Liste des documents établis suite à la visite :

Lettre à l'exploitant,

Date et signature des Inspecteurs des Installations Classées

Auxerre, le 17/12/2007



Sébastien JOUVE



Guillaume VANDEVOORDE

SITUATION ADMINISTRATIVE

<p>Rubrique 2940.2.a: Application, cuisson, séchage de vernis, peinture, apprêt... sur support quelconque (métal, bois...) lorsque l'application est faite par tout procédé autre que le trempé (pulvérisation ...) si la quantité maximale de produits susceptibles d'être appliquée est supérieure à 100 kg/j</p> <p>La quantité maximale utilisée équivalente autorisée par arrêté préfectoral du 23 août 1996 est de 500 kg/jour</p>	<p>D'après le bilan de fonctionnement transmis à M. le Préfet de l'Yonne le 12 septembre 2007, les quantités de peinture utilisées sont :</p> <p>2004 : 625 kg/jour 2005 : 782 kg/jour 2006 : 1 213 kg/jour</p> <p>Le même document stipule :</p> <p>« Des nouveaux produits, comme les bennes TP, l'augmentation régulière du nombre de peinture de caisse de fourgon et les nouveaux critères de qualité imposés par nos clients nous ont contraint à augmenter la quantité de peinture appliquée par jour »</p> <p>Cette augmentation de capacité est considérée comme notable par l'Inspection des Installations Classées au sens de l'article R.512-33 du Code de l'Environnement.</p> <p>M. DOBLIN, Président Directeur Général de la société FRUEHAUF s'est engagé le 12 décembre 2007, lors d'une réunion avec l'Inspection des Installations Classées à déposer avant fin juin 2008 un dossier de demande d'autorisation d'exploiter afin de régulariser la situation administrative de son établissement.</p>
<p>Rubrique IPPC 6.7: Installations destinées au traitement de surface de matières, d'objets ou de produits, et ayant recours à l'utilisation de solvants organiques, notamment pour les opérations d'apprêt, d'impression, de couchage, de dégraissage, d'imperméabilisation, de collage de peinture, de nettoyage ou d'imprégnation d'une capacité de consommation de solvant de plus de 150 kg par heure ou de plus de 200 tonnes par an.</p>	<p>L'exploitant déclare lors de l'Inspection qu'il consomme au maximum 50 kg par heure et 170 tonnes par an de solvants (données 2006)</p> <p>Il n'est donc a priori pas visé par la directive européenne IPPC.</p> <p>Le Plan de Gestion de Solvants relatif à l'année 2007 déterminera si tel est toujours le cas en 2007.</p>

Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation

Article	Points vérifiés	Nature du constat ¹	Observations
27.7.e	<p>Mise en œuvre d'un schéma de maîtrise des émissions de COV :</p> <p>Les valeurs limites d'émissions relatives aux COV définies au premier alinéa du a ci-dessus ne sont pas applicables aux rejets des installations faisant l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions de COV, tel que défini ci-après.</p> <p>Un tel schéma garantit que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.</p> <p>Le schéma est élaboré à partir d'un niveau d'émission de référence (2) de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction des émissions de COV n'était mise en œuvre sur l'installation.</p> <p>Les installations, ou parties d'installations, dans lesquelles sont notamment mises en œuvre une ou plusieurs des substances visées au point c peuvent faire l'objet d'un schéma de maîtrise des émissions.</p> <p>Toutefois, les substances visées au point c, qui demeurent utilisées dans l'installation malgré la mise en œuvre du schéma de maîtrise des émissions, restent soumises au respect des valeurs limites prévues au c.</p>	NC	<p>Le Schéma de Maîtrise des Emissions (SME) a été transmis à l'Inspection des Installations Classées suite à l'inspection du 18 octobre 2007. Celui-ci se base sur le Plan de Gestion de Solvants contenant des erreurs résiduelles de calcul (voir ci-après)</p> <p>Pour l'année 2006, l'émission annuelle est supérieure à l'Emission Annuelle Cible (0,784 pour 0,375)</p> <p>Le SME établi par l'exploitant ne garantit donc pas que le flux total d'émissions de COV de l'installation ne dépasse pas le flux qui serait atteint par une application stricte des valeurs limites d'émissions canalisées et diffuses définies dans le présent arrêté.</p> <p>Pour l'année 2006, le flux annuel des émissions diffuses représente 49 992 tonnes soit 29,3 % de la totalité des solvants consommés</p>

¹: R : Remarque NC : Non Conformité

Article	Points vérifiés	Nature du constat ¹	Observations
28.1	<p>Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>	NC	<p>Le Plan de Gestion des Solvants concernant l'année 2006 a été transmis à l'inspection des Installations Classées suite à l'inspection du 18 octobre 2007. Celui-ci fait apparaître des erreurs résiduelles de calcul que l'exploitant devra corriger (doivent être comptabilisés en O8 les solvants organiques ou préparations contenant des solvants récupérés en vue d'une réutilisation ultérieure à l'entrée de l'unité ou d'une autre unité. Il s'agit de solvants utilisés destinés à être régénérés en externe. Lors d'une réutilisation ultérieure à l'entrée d'une unité, ces solvants sont comptabilisés dans I1 ... et non pas dans I2)</p> <p>La Plan de Gestion de Solvants ne fournit pas les actions visant à réduire la consommation de solvants</p>

Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté n° PREF-DCDD-2006-0078 du 06 mars 2006 modifiant les prescriptions techniques de l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1996-322 du 23 août 1996.

Article	Points vérifiés	Nature du constat ²	Observations
2	Le raccordement de R6 au réseau communal d'eaux usées doit être réalisé sous un délai de 3 mois maximum après la mise en place du collecteur communal correspondant.	R	Le raccordement a été terminé le 31 octobre 2007.
4-A	<p><u>Valeurs Limites des rejets aqueux :</u></p> <p><u>Débit :</u> 6,6 m³/j</p>	R	<p>En 2007, le débit autorisé a été dépassé en février, avril, mai et septembre. L'exploitant explique ces dépassements par courrier du 20 novembre 2007 de la façon suivante : « les dépassements sont dus d'une part à des entrées massives de personnel intérimaire ne maîtrisant pas parfaitement le processus de la lavage/phosphatation des structures fixées par la société et d'autre part à des problèmes de protection des structures mécano-soudées en attente peinture. Un travail de sensibilisation des opérateurs du poste lavage à la réduction de la consommation d'eau est en cours. ... une attention toute particulière sera portée sur les résultats des mois à venir. »</p> <p>Notons que les valeurs concernant le débit de rejet ont été respectées pour les mois d'octobre et novembre 2007.</p>

², R : Remarque NC : Non Conformité

Conformité à certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° DCLD-B1-1996-322 du 23 août 1996 portant régularisation administrative et réactualisation des prescriptions applicables aux établissements FRUEHAUF France pour leurs installations implantées avenue Jean Mermoz à AUXERRE.

Point	Points vérifiés	Nature du constat ³	Observations
11.4	<p><u>Capacité de rétention:</u> Tout stockage de liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou du sol est associé à une capacité de rétention réalisée conformément à la réglementation en vigueur.</p> <p>(volume au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50 % de la capacité des réservoirs associés. <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 200 litres, la capacité de rétention doit être au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ; - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, sans être inférieure à 600 litres ou à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 600 litres.) <p>...</p>	NC	<p>De nombreux produits ont été observés hors rétention le jour de l'inspection :</p> <p>Dans le « magasin peinture », environ 100 m³ de produits susceptibles de porter une pollution sont stockés. L'exploitant signale qu'une fosse de rétention de 4 m³ est présente. La capacité de cette fosse est largement insuffisante. L'exploitant signale que la fosse dispose d'un détecteur de niveau relié à une alarme. En cas de déversement accidentel, il signale pouvoir isoler les réseaux d'eau en 15 minutes. Un essai chronométré de fermeture sera réalisé d'ici fin décembre 2007. Les résultats seront communiqués à l'inspection des Installations Classées avant la fin du 1^{er} trimestre 2008.</p> <p>D'autre part, l'exploitant signale qu'en cas de déversement accidentel généralisé dans le magasin solvant, l'ancienne galerie d'épandage peut jouer le rôle de bac de rétention. L'étanchéité de ce bac sera vérifiée avant la fin du premier trimestre 2008. Le volume disponible (115 m³ selon l'exploitant) doit être comparé au volume nécessaire pour contenir les solvants déversés et les eaux éventuellement polluées en cas d'incendie.</p> <p>Environ 30 m³ de produits susceptibles de porter une pollution étaient stockés hors rétention en extérieur devant le « magasin peinture ». L'exploitant signale qu'une bordure type trottoir, sera réalisée d'ici fin décembre 2008 afin de créer une zone de rétention de 20 m³ dans la zone de déchargement. Le délai proposé n'est pas accepté par l'inspection des Installations Classées (délai trop long) L'exploitant doit s'assurer que le volume proposé est suffisant pour respecter la réglementation.</p> <p>Dans la zone de stockage des déchets, 5 containers de 1m³ contenant des diluants usés ont chacun été observés sur une rétention d'un volume insuffisant (environ 200 litres)</p>

³, R : Remarque NC : Non Conformité

Point	Points vérifiés	Nature du constat ³	Observations
21	<p><u>Contrôle et suivi des rejets atmosphériques:</u></p> <p>L'exploitant procède, à ses frais, au contrôle des effluents rejetés par son établissement au moyen de mesures et de prélèvements d'échantillons représentatifs aux fins d'analyses par des méthodes normalisées et au moyen de bilans matières.</p> <p>Rejet n°12 : Poussières selon la NFX 44052 – annuelle.</p> <p>...</p> <p>Le rapport annuel de contrôle établi par cet organisme est systématiquement transmis à l'inspection des installations classées au plus tard dans le délai d'un mois suivant la réalisation du contrôle.</p>	NC	L'exploitant n'a pas pu transmettre les rapports relatifs aux années 2004, 2006 et 2007.
29	<p><u>Protection contre la foudre:</u></p> <p><u>29.1 : Protection contre la foudre :</u></p> <p>Les dispositions des articles 1 à 4 de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 sont applicables à l'installation à compter du 28 février 1999.</p>	NC	Une étude préalable de protection contre la foudre a été fournie par l'exploitant à l'inspection des Installations Classées en date du 16 novembre 2000. Les travaux correspondant à cette étude n'ont jamais été réalisés.